

L'Italie ferme ses ports aux migrants

Matteo Salvini défie l'Europe en interdisant l'accostage du navire de sauvetage « Aquarius »

ROME - correspondant

Lundi 11 juin au matin, 629 migrants venus d'Afrique, dont 123 mineurs isolés, 11 enfants en bas âge et 7 femmes enceintes, étaient toujours bloqués en Méditerranée, à 28 milles nautiques de Malte et 32 des côtes siciliennes, otages d'un contentieux international qui les dépasse. Ils étaient en route vers le port sicilien de Messine, dimanche midi, lorsque l'information est tombée sur le site du quotidien *La Repubblica* : le vice-président du conseil et ministre de l'intérieur, Matteo Salvini, a décidé de refuser à l'*Aquarius*, qui a recueilli ces personnes à son bord, l'entrée dans les ports italiens. Une décision aussitôt diffusée sur les réseaux sociaux, puis relayée par un hashtag, « *chiudiamo i porti* » (« *fermons les ports* ») et accompagnée d'une injonction à débarquer les demandeurs d'asile à Malte : « *Le port le plus sûr, c'est le vôtre.* »

Fort logiquement, les autorités maltaises ont refusé de se faire forcer la main, soulignant que les secours avaient été coordonnés depuis Rome et n'étaient donc pas de leur ressort. Depuis, la situation est bloquée. Dimanche soir, au siège de la présidence du Conseil, une réunion des ministres concernés a duré plus de quatre heures, et n'a donné lieu à aucune déclaration concrète, le premier ministre, Giuseppe Conte, se bornant à constater que l'Italie « *était abandonnée* » par l'Europe. A bord, l'équipage dispose de quatre à cinq journées de vivres.

L'intervention de l'*Aquarius* a commencé samedi soir, lorsque le Centre de coordination des secours (MRCC) de Rome, alerté par les observations des avions de la

mission européenne Eunavfor Med de lutte contre le trafic de migrants en Méditerranée, a demandé au navire humanitaire de faire route vers une zone située à plusieurs dizaines de milles des côtes libyennes, à l'est de Tripoli. Deux opérations de secours s'y sont déroulées, dans des conditions assez périlleuses (une des deux embarcations secourues a coulé, et 40 migrants ont été repêchés in extremis).

Le sauvetage a eu lieu en l'absence, devenue habituelle ces derniers mois, des gardes-côtes libyens. De fait, depuis quelques semaines, leurs navires sont presque invisibles. Effets du ramadan ? Message en direction du nouveau gouvernement italien, rappelant que Tripoli peut à tout moment faire repartir un flot de réfugiés en direction des côtes italiennes ? Les observateurs de la situation dans le canal de Sicile ne savent pas trop à quoi attribuer cette soudaine disparition.

« Business de l'immigration »

Dans les heures qui suivent, le MRCC de Rome demande à l'*Aquarius* de procéder à quatre transbordements. Une procédure qui aurait été classique l'an passé, alors que les opérations se poursuivaient à un rythme très soutenu, mais qui était devenue ces derniers mois plutôt rare, avec la baisse spectaculaire du nombre des départs depuis les côtes africaines. Sont ainsi accueillis à bord de l'*Aquarius*, toujours sur ordre de Rome, 119 demandeurs d'asile secourus en mer par un navire commercial, puis, plus étrange, des migrants venus de trois navires de gardes-côtes italiens, avant que le MRCC de Rome ne demande au navire de SOS Méditerranée de faire route vers le nord,

aux premières heures de la matinée de dimanche.

Ainsi donc, tout se passe comme si les autorités italiennes avaient cherché à « remplir » le plus possible l'*Aquarius* pour permettre au ministre de l'intérieur, Matteo Salvini, entré en fonction une semaine plus tôt, de mettre en scène sa fermeté face au « *business de l'immigration* » qu'il n'a de cesse de dénoncer depuis des années. Le tout un jour d'élections : dimanche 10 juin se tenait le premier tour des élections municipales dans 764 communes d'Italie, dont les ports siciliens de Catane et Messine, et M. Salvini, qui reste à la tête de la Ligue, se sera ainsi offert, une fois le plus, le luxe d'être omniprésent, même en un jour où toute propagande électorale est interdite. Un procédé qui semble avoir été payant : lundi matin, les premiers résultats traduisent la poursuite de la montée en puissance de la Ligue.

Dans la soirée de dimanche sont arrivés de nombreux messages de soutien émanant de l'ensemble de la droite. « *Il est temps que les autres Etats membres de l'UE, y compris Malte, prennent leur part, pas seulement en paroles* », a ainsi déclaré Anna Maria Bernini, proche de Silvio Berlusconi et chef du groupe Forza Italia (opposition) au Sénat, rappelant que ce point figurait dans le programme de son parti. Plus virulente, Giorgia Meloni, chef de file de Fratelli d'Italia (post-fasciste), a suggéré sur Twitter, dimanche après-midi, que l'*Aquarius* soit ramené en Italie pour être placé sous séquestre, et que son équipage soit inculpé de « *trafic d'êtres humains* ».

« Malte ne bouge

pas, la France repousse, l'Europe s'en fout »

MATTEO SALVINI

ministre de l'intérieur italien

A gauche, les premiers cris d'indignation ne sont pas venus du Parti démocrate (PD). C'est tout d'abord le maire de Naples, Luigi de Magistris, qui a proposé d'ouvrir son port à l'*Aquarius*, avant d'être suivi dans la soirée par une autre figure inclassable du camp progressiste, celle du maire de Palerme, Leoluca Orlando, puis par ses homologues de Messine et de Reggio de Calabre.

Le PD, lui, est resté discret, son secrétaire par intérim, Maurizio Martina, affirmant qu'il n'y a « *aucune urgence* » pour l'heure. Il faut dire que dimanche, M. Salvini n'a fait que mettre en pratique des menaces faites en juillet 2017 par son prédécesseur au ministère de l'intérieur, Marco Minniti, qui espérait faire fléchir ses partenaires européens, et n'avait obtenu en retour que de belles paroles.

L'embaras le plus palpable, à mesure que la crise grossissait, a été celui du Mouvement 5 étoiles, une formation alliée de la Ligue au gouvernement, mais divisée sur la question migratoire. Le ministre des transports et des infrastructures, Danilo Toninelli, qui a en théorie la haute main sur les ports, a attendu plusieurs heures avant de s'aligner officiellement sur les positions de Matteo Salvini. Lundi matin, ce dernier s'en est pris à un autre bâtiment de l'ONG allemande Sea Watch, actuellement aux larges de la Libye. « *Malte ne bouge pas, la France repousse, l'Europe s'en fout* », a-t-il lancé sur Facebook. ■

JÉRÔME GAUTHERET